Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2009)

Heft: 1843

Artikel: On ne peut pas courir toutes les luttes à la fois : les instruments de la démocratie directe séduisent la gauche, mais impliquent un lourd engagement et ne déploient un effet qu'à long terme

Autor: Schwaab, Jean Christophe

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013982

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

logiquement, à déposer leur demande dans le pays le plus généreux. Les nouvelles directives entendent harmoniser les règles et les pratiques pour maîtriser cette concurrence sauvage qui provoque des mouvements clandestins à travers l'Europe. Les divergences de politiques constituent par ailleurs une choquante inégalité de traitement. Un Tchétchène sera accueilli dans un pays généreux et expulsé dans un autre. Pour égaliser l'attractivité des divers pays, l'harmonisation porterait non seulement sur les procédures d'examen des requêtes, mais également sur l'accès à la sécurité sociale, à la santé et au marché du travail.

Jacques Barrot, qui arrive à la fin de son mandat de commissaire, aurait voulu aller plus loin. Il voulait modifier la règle de la demande unique dans le pays de premier accueil. Un requérant aurait pu demander l'asile dans un pays où résident des membres de sa famille. De plus, et à défaut d'une répartition équitable des requérants dans chaque Etat, le pays d'accueil aurait reçu 4'000 euros par réfugié.

La Suisse est signataire de Dublin. En vertu de la *«clause évolutive»* de l'accord, elle doit reprendre les nouvelles dispositions décidées par les pays membres (DP 1837). Le duel Besson -Barrot concerne donc directement notre pays. Le Conseil des ministres de l'UE et le Parlement européen trancheront. En l'absence de ministre et de parlementaires suisses.

On ne peut pas courir toutes les luttes à la fois

Les instruments de la démocratie directe séduisent la gauche, mais impliquent un lourd engagement et ne déploient un effet qu'à long terme

Jean Christophe Schwaab (28 octobre 2009)

2010 sera une année cruciale pour le parti socialiste et les syndicats. La gauche devra en effet mener de nombreuses campagnes référendaires contre une droite attaquant tous azimuts: la campagne référendaire sur le deuxième pilier devra probablement être menée en parallèle avec les récoltes de signatures contre la nouvelle mouture de la 11e révision de l'AVS et de la 4e révision de la loi sur l'assurance-chômage (LACI). En effet, les partis bourgeois, bien décidés à profiter de l'aubaine que représente le passage simultané aux Chambres de deux révisions majeures des assurances sociales, s'activent pour que tout soit sous toit pour la fin de la session d'hiver 2009.

Peu de temps après pourrait très probablement suivre un référendum contre la révision de la loi sur l'assurance-accidents (LAA), du moins si la droite maintient sa volonté de livrer aux assureurs privés – tout puissants dans les rangs parlementaires bourgeois – une assurance sociale fonctionnant pourtant à satisfaction.

Et, pour chacun de ces objets, après la récolte viendra la campagne, d'autant plus exigeante en ressources financières et militantes que partis bourgeois et milieux économiques ne manqueront pas de saisir cette opportunité de mettre la gauche à genoux sur ses thèmes de prédilection. Pour cela, economiesuisse et consorts s'apprêtent à aligner les millions: une somme à huit chiffres pour chaque objet, en témoigne la campagne en faveur de la baisse des rentes du deuxième pilier, dont les affiches inondent déjà les villes 6 mois avant la date de votation!

Comme si cela ne suffisait pas, la gauche souhaite charger le bateau, en prévoyant de lancer de nombreuses initiatives populaires. Le PSS, dont les jeunes récoltent déjà des signatures pour limiter les écarts salariaux, a déjà annoncé une initiative en faveur des énergies renouvelables et une autre pour un salaire minimum, thème que l'Union syndicale suisse a désormais elle aussi sérieusement empoigné. Une de ses fédérations, le Syndicat de la communication, envisage une initiative sur le service public postal. En outre, nombreux sont les élus et militants de gauche à souhaiter que la caisse maladie unique fasse l'objet d'une nouvelle initiative le plus rapidement possible. Quant à la 6e révision

de l'assurance-invalidité, les premiers projets sont déjà susceptibles de faire naître des envies référendaires.

Dans les cantons également, les recours aux droits populaires se multiplient. Ainsi, dans le seul canton de Vaud, les signatures à l'appui d'une initiative en faveur du droit de vote des étrangers au niveau cantonal ne sont pas encore toutes récoltées qu'une initiative visant à supprimer l'imposition d'après la dépense (forfaits fiscaux) est annoncée. Sans oublier les nombreuses votations sur des initiatives déjà déposées.

Certes, sur nombre de ces objets, partis et syndicats ne sont pas seuls. Pour certains d'entre eux, ils peuvent compter sur un fort soutien d'autres organisations. Il n'en demeure pas moins que, sur tous ces sujets, les forces de gauche ne pourront pas se contenter d'un soutien moral. La participation à un comité référendaire ou d'initiative exige toujours des promesses de signatures et de ressources financières conséquentes. Et dans tous les cas, récoltes et campagnes demandent des ressources militantes importantes. Or ces ressources sont loin d'être infinies et bien des militants, souvent actifs dans plusieurs organisations appelées à participer à de telles campagnes, pourraient commencer à fatiguer.

En faisant feu de tout bois avec les initiatives populaires, la gauche ne risque-t-elle pas de s'essouffler et de manquer de ressources pour les combats urgents? Certes, une initiative permet de positionner durablement un thème dans l'arène politique, même si elle est finalement refusée, ce qui est très souvent le cas. En outre, tous les sujets d'initiatives évoqués sont incontestés à gauche. Une initiative permet aussi de profiler et, parfois, de développer l'organisation à l'origine de la demande.

Mais il faut bien reconnaître que, de plus en plus souvent, le lancement d'une initiative ne répond qu'à des objectifs de marketing immédiats, sans réflexion sur ses effets et le positionnement à long terme. Un usage trop accru des droits populaires finit par en diminuer nettement l'impact, sans pour autant qu'on puisse en tirer de réels bénéfices politiques.

L'USS par exemple en a fait l'amère expérience à la fin des années 1990 lorsqu'elle lança un *«bouquet»* d'initiatives devant rendre la Suisse plus sociale. Ayant investi beaucoup de forces dans la récolte de signatures pour une demi-douzaine d'initiative, le mouvement syndical se retrouva à court de ressources pour mener toutes ces campagnes de votation. Toutes les initiatives du *«bouquet»* furent balayées dans les urnes, la plupart du temps en pure perte, leur sujet ayant ensuite totalement disparu de la circulation, comme par exemple la réduction du temps de travail et l'imposition des gains en capitaux.

Face aux échéances référendaires, les forces de la gauche devraient donc mener une réflexion sur l'usage des droits populaires et sérieusement reconsidérer certains projets d'initiatives. Cela signifie certes renoncer à une bonne occasion de se profiler, notamment pour le PSS en vue des élections fédérales de 2011. Cet inventaire critique permettrait de fixer des priorités afin de ne pas épuiser les ressources militantes et financières à mauvais escient, en les diluant par trop. Même s'il faut pour cela renoncer, en tous cas temporairement, à certains thèmes porteurs pour se concentrer sur les campagnes ayant une chance d'être gagnées, à tout le moins d'avoir une influence sur d'autres dossiers, et d'apporter une réelle contribution au développement de l'organisation à long terme.

Car la gauche, sortie affaiblie des dernières élections fédérales, le sera plus encore si elle perd de nombreuses votations populaires par envie d'être présente sur trop de fronts simultanément.

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public
p.a. Alex Dépraz – Chemin de Chandieu 10 – CH-1006 Lausanne – CP 10-15527-9 Lausanne